



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°6 – du 3 au 9 février 2023

## En bref

- Selon *The Royal Institution of Chartered Surveyors' house*, l'indice des demandes de prêts immobiliers a diminué pour le neuvième mois consécutif à - 47 points en janvier, contre - 40 points le mois précédent.
- Le Royaume-Uni et l'Italie ont signé un protocole d'entente visant à instaurer un mécanisme de concertation structuré pour

### LE CHIFFRE À RETENIR

-0,5%

Le PIB enregistre un recul de 0,5% en décembre en glissement mensuel, laissant une croissance nulle au dernier trimestre 2022.

le développement des échanges commerciaux et des investissements croisés. Un forum économique annuel est institué pour les entreprises italiennes et britanniques qui opèrent dans les deux pays.

Fact marquant : La Banque d'Angleterre (BoE), conjointement avec le HM Treasury, a publié une consultation concernant le « digital pound ».

Dans ce document, la BoE confirme l'utilité d'une monnaie digitale de banque centrale (pound digital ou MNBC), bien qu'elle considère qu'une décision de déploiement de cette MNBC est encore prématurée.

La banque centrale avance plusieurs arguments pour expliquer son soutien principal à une MNBC au Royaume-Uni : (i) garantir un système de paiement public consécutivement à la diminution de l'usage du cash (en 2021, 61% des paiements au Royaume-Uni étaient faits par cartes, et 32% sans contact), (ii) la perte de contrôle des autorités monétaires sur un système de paiements privé n'utilisant pas comme sous-jacent la livre sterling, (iii) la fragmentation des systèmes de paiements privés pouvant augmenter le risque, (iv) l'innovation, (v) la compétitivité et (vi) l'inclusivité.

En ce qui concerne le calendrier de potentielle mise en place de cette monnaie, la Phase 1 (« research and exploration ») est désormais achevée. La BoE démarre la Phase 2 (« design ») durant laquelle elle va travailler sur ses capacités techniques pour la concevoir et étudier la faisabilité technologique. Cette phase 2 a deux objectifs : développer l'infrastructure / architecture de la MNBC et procéder à des expérimentations. A la fin de cette phase, une décision sera prise concernant la mise en œuvre d'une MNBC. Cette phase 2 devrait se finir au plus tôt en 2025.

Selon le document, les actifs présents sur ce compte libellé en MNBC ne génèreraient pas d'intérêts, et le plafond de détention maximum se situerait entre 10 000 et 20 000£.

## Actualité macro-économique

**L'indice PMI construction [S&P Global / CIPS](#) baisse légèrement en janvier pour atteindre 48,4** – La détérioration de cet indicateur de 0,4 pt par rapport à décembre mesurant les

variations mensuelles de l'activité reflète principalement une demande plus faible et des mises en chantier moins nombreuses. La construction de logement constitue la partie du secteur la moins dynamique (44,8) du fait de l'augmentation des coûts d'emprunt, de conditions de marché défavorables et d'une prudence accrue des ménages. La faiblesse

de l'activité de construction de bâtiments commerciaux (48,2) reflète une demande moins dynamique et les nombreuses décisions de report de projet. L'activité dans le secteur des travaux publics est plutôt stable (49,7). À l'inverse, les anticipations formulées pour 2023 sont orientées en hausse entre décembre et janvier; les répondants estiment que les perspectives économiques vont s'améliorer.

**D'après le think-tank [NIESR](#), le Royaume-Uni éviterait de justesse une récession en 2023, malgré une contraction marquée du revenu disponible des ménages** – Selon ce think-tank économique, le Royaume-Uni éviterait une récession en 2023 (contrairement aux prévisions du consensus et du FMI notamment), avec une croissance quasiment nulle. Le taux de chômage ne devrait augmenter que modérément pour s'élever à 4,7 % au troisième trimestre 2024. La hausse des coûts d'emprunt ainsi que l'augmentation du taux d'imposition sur les sociétés devraient affecter négativement l'investissement des entreprises. Bien que l'inflation totale soit déjà en train de ralentir, l'inflation sous-jacente devrait rester dynamique en 2023 et ne devrait retrouver sa cible de 2 % qu'au troisième trimestre de 2025. Le NIESR estime qu'un foyer sur quatre (7 millions) ne sera pas en mesure de subvenir à ses besoins élémentaires en 2023-24, contre un sur cinq en 2022-23. Les ménages à revenu moyen devraient être confrontés à une contraction de leur revenu disponible, de l'ordre de 7 % à 13 % cette année représentant une perte annuelle moyenne de 4 000 £.

**[Catherine L. Mann](#), la membre du comité de politique monétaire la plus *hawkish*, affirme qu'un nouveau relèvement du taux est plus probable qu'une baisse lors de la prochaine réunion du 23 mars** – La membre externe précise qu'elle attend de constater

une décélération significative et soutenable des hausses de prix relevés à haute fréquence et de l'inflation sous-jacente avant d'envisager une pause dans la trajectoire haussière du taux directeur.

## Actualité commerce & investissement

**Le Premier ministre Rishi Sunak a effectué mardi 7 février un remaniement des portefeuilles ministériels créant le ministère des affaires et du commerce (*Business and Trade Department*)** – La partie du BEIS - précédent ministère chargé des entreprises, et de l'énergie - responsable de la science est intégrée au nouveau ministère de la science, de l'innovation et de la technologie (*Department for Science, Innovation and Technology*). La partie en charge de l'énergie rejoint le ministère nouvellement créé chargé de la sécurité énergétique et de la neutralité carbone (*Department for Energy Security and Net Zero*). La partie restante du BEIS est fusionnée avec le ministère en charge du commerce international afin de créer le ministère des affaires et du commerce (*Business and Trade Department*) dont Kemi Badenoch reste à la tête.

**Lors de sa visite à Rome le 8 février, Kemi Badenoch, Ministre du nouveau *Business and Trade Department* signe un partenariat visant à stimuler les exportations et investissements entre le Royaume-Uni et l'Italie** – Premier partenariat de ce type entre le Royaume-Uni et un pays de l'Union européenne, le *UK-Italy Export and Investment Promotion Dialogue* devrait renforcer les exportations dans les secteurs d'avenir à haute performance et à forte

croissance, tels que les sciences de la vie, le numérique et la technologie, ainsi que la promotion des investissements étrangers, y compris dans les industries à faible émission de carbone telles que l'éolien offshore et le stockage de carbone. La Ministre des affaires et du commerce coprésidera également le premier forum des chefs d'entreprise du Royaume-Uni et de l'Italie, qui réunira des hommes d'affaires des deux pays afin de promouvoir le Royaume-Uni en tant que destination privilégiée des investissements.

## Actualité financière

### 1. Réglementation financière et Marchés

La FCA [avertit](#) les entreprises de crypto-actifs sur les conséquences d'une violation de la future réglementation sur les communications financières sur ces produits – Pour rappel, le 1er février 2023, le gouvernement a publié une déclaration sur son approche de la réglementation de la communication financière sur les crypto-actifs. En cas d'infraction de cette réglementation, la FCA a déclaré que les responsables seraient passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans. La FCA publiera ses nouvelles règles une fois le nouveau projet de loi voté au Parlement. Dans celles-ci devraient figurer des obligations de mention d'avertissements spécifiques quant aux risques, et des éléments de « friction » positive (comme une période de réflexion de 24 heures) dans les parcours des investisseurs *retail*.

Un comité parlementaire a publié un [rapport](#) critique sur la gestion des compensations aux victimes de fraudes – Les escroqueries du type « paiement anticipé autorisé » (le secteur avec le plus de volume de fraudes), ayant atteint 583M£ en 2021, le comité s'inquiète de la lenteur des processus pour rembourser les victimes de fraudes. Les banques devront rembourser dans un délai de 48 heures les clients qui se sont fait piéger en envoyant de l'argent à des fraudeurs, selon les plans élaborés par l'organisme de surveillance *Payment Systems Regulator* (PSR), dévoilés en septembre. Cependant, le comité critique le calendrier de mise en place de cette obligation prévue pour 2024, en proposant de la décaler à fin 2023, au maximum. Enfin, la décision de laisser Pay.UK, principal opérateur de systèmes de paiements au RU, gérer les remboursements engendrerait des « conflits d'intérêts » selon ce même comité.

Un comité de la Chambre des Lords a [appelé](#) à imposer des règles plus strictes sur l'usage de l'effet de levier pour les fonds de pensions utilisant la stratégie dite « *liability-driven investment* » – Dans une lettre adressée au *City Minister* A.Griffith, les auteurs expliquent que les stratégies LDI ont été le catalyseur ayant provoqué l'intervention de la BoE pour calmer les marchés en octobre 2022, à la suite du mini-budget du gouvernement Truss. Selon eux, ces stratégies ont été créées pour résoudre un problème artificiel généré par les normes comptables se focalisant sur la valeur actuelle du déficit entre l'actif et le passif des fonds. Le comité propose, en plus de l'encadrement de l'effet de levier, de donner à la PRA un rôle de supervision du secteur. De plus, les Lords ont également soutenu les demandes visant à ce que les consultants externes en investissement relèvent de la compétence de la FCA, tout en demandant

au gouvernement de revoir la réglementation des produits dérivés et de la mise en pension, leurs utilisations à des fins de gestion du passif étant interdite en UE mais pas dans la transposition britannique.

## 2. Banques et assurances

Le cabinet d'audit EY **anticipe** une **baisse des prêts des banques en 2023** – Selon EY, les prêts bancaires aux entreprises devraient se contracter de 3,8 % (-18,8Mds£) en 2023 en raison de l'environnement économique difficile, de la réduction de la demande et de la hausse des coûts d'emprunt. En 2024, la croissance des prêts aux entreprises devrait se redresser. Toutefois, cette croissance devrait être lente, et EY prévoit une faible croissance de 0,9 % (+4Mds£). La croissance devrait ensuite s'accélérer pour atteindre 3,1% (+15Mds£) en 2025. La demande de prêts hypothécaires devrait également être affectée en 2023, avec une croissance prévue de seulement 0,4 % (taux le plus bas depuis 2011).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)